

---

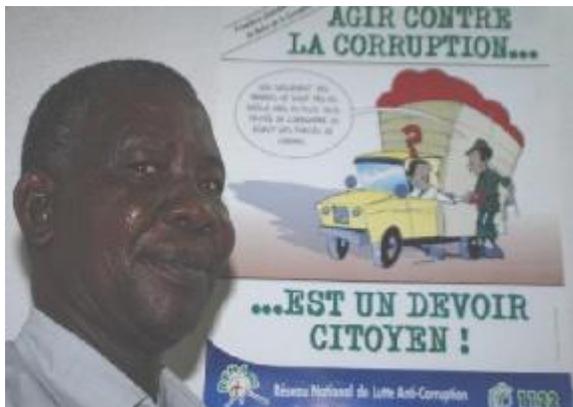
## **Le Burkina Faso lutte contre la corruption : « Nous voulons des actes plutôt que de belles paroles »**

*Des représentants de REN-LAC, le Réseau national de lutte anti-corruption au Burkina Faso, s'entretiennent avec Richard Gerster\**

---

*R.G. : Dans le rapport de Transparency International concernant la corruption dans le monde en 2007, le Burkina Faso occupe la place 105 sur 179 pays. Depuis 2005, sa position dans le classement s'est détériorée. L'indice de 2.9 points signifie que la corruption « prolifère ». Qu'est-ce qui ne marche pas ?*

Ren-Lac : Ce qui nous inquiète particulièrement, c'est le fait que la corruption qui touchait précédemment des cas isolés est devenu un phénomène systémique. Au Burkina, le pays des « gens intègres », elle est devenue endémique. D'après les sondages, c'est la douane, suivie par les autorités fiscales qui sont les plus corrompues parmi les autorités. Faire partie du système signifie que le dessous-de-table concerne peut-être le petit employé des douanes, mais que ce dernier partage les revenus illégaux avec son chef. Si le petit fonctionnaire devait être inquiété, il pourrait compter sur la protection de son chef. Le placement du personnel s'effectue déjà dans la perspective des revenus supplémentaires. Chef de l'autorité anti-corruption, Alphonse M. Traoré a qualifié lui-même la situation « d'inquiétante ».



Ren-Lac est un réseau national de 30 organisations non gouvernementales au Burkina Faso qui ont déclaré ensemble la guerre à la corruption depuis 1997. Les deux interlocuteurs : Claude Wetta est membre du comité de Ren-Lac et secrétaire exécutif suppléant d'une organisation membre. Yemdaogo Nikiema est chef de programme de Ren-Lac à plein temps.

*Pouvez-vous citer des exemples concrets ?*

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas fait de belle prise, car la justice elle-même faillit – elle occupe le troisième rang parmi les autorités minées par la corruption. Mais on sait par exemple qu'en ce qui concerne la caisse nationale d'assurance sociale, des milliards de francs ont été détournés. Le gouvernement a révisé la comptabilité, le directeur général a été remplacé et replacé ailleurs, mais il n'a pas fait l'objet d'une poursuite pénale. Un symptôme qui en dit long, c'est que sur les 19 milliardaires que compte le Burkina Faso, 12 sont des fonctionnaires de l'Etat. C'est ainsi que l'on entend dire : il ne vaut pas la peine de fonder une entreprise, il faut travailler pour l'Etat. Cette mentalité doit changer.

*Lutter contre la corruption signifie donc qu'il faut affronter des intérêts puissants, qu'il faut aussi critiquer le gouvernement. Comment Ren-Lac peut-il rester indépendant ?*

Ren-Lac est un réseau étendu qui compte 30 organisations membres issues des rangs des organisations non gouvernementales. Nous sommes bien implantés au Burkina Faso et ne recevons pas d'argent de l'Etat. Les organisations membres s'acquittent de cotisations et beaucoup d'entre nous travaillent sans rémunération. Au-delà de nos fonds propres, les Pays-Bas, le Danemark et la Suisse financent ensemble le plan stratégique de Ren-Lac pour les années 2008 à 2012. La subvention de plus qu'un million francs suisses (490 millions CFA) couvre les deux tiers du coût total. Cette base permet de mettre en place une activité professionnelle, indépendante du gouvernement.

*Le Premier ministre Tertius Zongo entré en fonction en juin 2007 a déclaré que la lutte anti-corruption était l'une de ses aspirations centrales. Est-ce le signe d'un changement ?*

---

Il s'agit d'un tournant. Le nouveau Premier ministre Tertius Zongo nous permet d'espérer. Le gouvernement s'est doté d'une autorité supérieure de contrôle de l'Etat qui peut transmettre les cas à la justice. Cette autorité doit aussi des comptes à l'opinion publique. Ce sont des progrès. Mais il faut préciser que cette autorité est subordonnée au Premier ministre. La société civile n'y est pas représentée. Ce sont des fonctionnaires qui surveillent des fonctionnaires. Au final, ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les belles paroles mais les actes. Nous les attendons.

*Différents donateurs dont la Suisse contribuent au financement du budget de l'Etat dans le cadre de l'aide budgétaire générale. Ils ne sont pas aveugles face à la corruption, bien au contraire. L'aide budgétaire offre aussi de nouvelles possibilités d'exercer une influence. Voyez-vous un avantage à cette forme de coopération ?*

En raison de notre expérience, nous doutons bien sûr que les deniers publics soient toujours utilisés efficacement. Par ailleurs, il faut aussi épuiser toutes les possibilités susceptibles d'induire des améliorations. Nous considérons que l'aide budgétaire est un avantage si les partenaires étrangers sont vraiment vigilants. Il faut à la fois de l'argent et des mécanismes de contrôle. La lutte anti-corruption est un terrain miné, c'est un véritable travail de forçat et non pas une promenade de santé. Les alliances des forces intègres au sein du gouvernement, dans la société civile et parmi les donateurs internationaux sont indispensables et prometteuses. La condition préalable reste toutefois la volonté politique au plus haut niveau.

*Le contrat de prestations qui lie le gouvernement aux donateurs prévoit des mesures concrètes et des indicateurs permettant d'évaluer les résultats dans la lutte anti-*

*corruption. Le gouvernement a proposé lui-même de viser comme critère de réussite l'amélioration du rang du pays dans le classement de Transparency International.*

Ren-Lac était invité aux séances de travail afin d'élaborer ces critères. C'est donc un début, en ce qui concerne la participation de la société civile. Mais elle doit s'étendre. Parmi les donateurs, la Suisse joue là un rôle majeur.

*Quel est le but ultime ? Comment peut-on accroître l'efficacité de la lutte anti-corruption ?*

La nouvelle autorité anti-corruption qui vient d'être mise en place est subordonnée au Premier ministre. Au Mali, par exemple, elle est tout à fait indépendante du gouvernement ; son président appartient à la société civile, elle a la compétence d'enquêter et publie un rapport annuel. Il est important aussi, de manière générale, de continuer de renforcer dans tous les domaines les voix indépendantes de la société civile et les médias, afin de créer un contre-courant. L'idée se transforme alors en programme, ce que promet un quotidien proche du gouvernement, appelé « Sidwaya » : ce terme signifie en effet dans la langue locale « La vérité éclate au grand jour ».



---

\* L'auteur, Richard Gerster, est économiste et travaille comme consultant indépendant et publiciste ([www.gersterconsulting.ch](http://www.gersterconsulting.ch)). Cette interview fait partie d'une série mandatée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et consacrée à l'aide budgétaire sous différents aspects. Les articles reflètent l'opinion personnelle de l'auteur.